



Prochain tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel de GRTgaz et Teréga

Date de la contribution : 04/10/2019

De manière générale, Coénove trouve que les crédits alloués à la R et D pour les GRT, notamment au regard du nécessaire développement des gaz renouvelables pour atteindre la décarbonation de notre pays à l'horizon 2050, sont insuffisants et ne permettront pas au final de répondre à l'objectif ambitieux que s'est fixé la France d'une neutralité carbone.

Question 1 : Quelle est votre position quant à l'introduction éventuelle d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs pour le tarif ATRT7 ?

Question 2 : Avez-vous des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Question 3 : Êtes-vous favorable aux grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif ATRT7 ?

Question 4 : Êtes-vous favorable au calendrier et aux principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Question 5 : Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Question 6 : Êtes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements proposés par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Question 7 : Êtes-vous favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Question 8 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Comme mentionné en introduction, il semble primordial que les GRT aient des capacités d'investissement suffisantes dans la R et D au regard des enjeux de développement des gaz renouvelables et gaz issu de matière de récupération. La volonté affichée de la filière est bien d'arriver à substituer en très grande majorité le gaz fossile importé par ces gaz vertueux et produits localement à un horizon 2050.

Pour permettre l'intégration de ces nouveaux gaz dans les réseaux et plus globalement doit faciliter l'émergence de ces filières, les expérimentations et les démonstrateurs portés par les acteurs privés et publics semblent essentielles. Si la méthanisation est désormais sur de bons rails et que des voies d'optimisation et de rationalisation sont recherchées, la pyrogazéification, la gazéification hydrothermale et à plus long terme le power-to-gas nécessitent encore de la R et D. A noter que de belles perspectives se dessinent déjà sur la gazéification pour préparer le raccordement et l'injection des premières unités industrielles d'ici 2023.

Ces nouvelles voies de production de gaz, qui plus est renouvelable et local, sont une vraie chance pour les réseaux de gaz qui vont permettre, en les intégrant, d'amener une contribution effective et efficace à la transition énergétique, tout en s'appuyant sur un actif à forte valeur capacitaire. Les réseaux de gaz font aussi leur transition... et il est pour cela nécessaire que les GRT, au travers de la régulation, puissent disposer des moyens nécessaires à cette mue que Coénove considère comme une condition sine qua non de la réussite de la transition énergétique.

Question 9 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRT7 pour GRT gaz et Teréga ?

Défavorable

Commentaire :

Vu l'essor des projets de méthanisation dans les territoires - les 100 unités injectant dans les réseaux sont désormais atteintes - il nous semble que le calibrage proposé par la CRE pour les GRT dans cet ATRT7 ne peut répondre pleinement aux objectifs.

En effet, les gestionnaires de réseau ont l'obligation de raccordement au titre du droit d'accès aux ouvrages de transport et de distribution des producteurs de biométhane conformément à l'article L111-97 du code de l'énergie et ont de nouvelles obligations créées par la loi EGalim déclinée dans le décret « droit à l'injection ». Il est ainsi attendu, au regard des 902 projets d'ores et déjà enregistrés dans la file d'attente des gestionnaires de réseaux, une multiplication sensible du nombre d'études. Il ne serait pas entendable, ni pour les porteurs de projets ni au regard de la volonté réaffirmée de notre pays d'atteindre la neutralité carbone en 2050 passant incontestablement par la décarbonation du gaz, que les gestionnaires de réseaux (y compris les GRD) ne soient pas en mesure de répondre à ces demandes. Il faut donc que la régulation mise en place par la CRE accompagne ces attentes, les encadre certes mais ne viennent pas les restreindre. Cette forte hausse de l'activité biométhane en France et les raccordements en découlant doit aussi questionner sur les moyens humains nécessaires au sein des GRT pour répondre à la demande dans des conditions de pleine efficacité et de pleine sécurité.

Concernant le timbre d'injection, Coénove a d'ores et déjà pu émettre un avis négatif dans les consultations préalablement menées par la CRE. Nous réaffirmons donc cette opposition, d'autant plus au regard des modalités détaillées dans la présente consultation qui envisage des coûts 4 fois plus élevés que ceux auxquels sont soumis les producteurs d'EnR électriques et qui part ailleurs expose à un tarif d'entrée sur le réseau 4 fois plus élevé que pour une entrée aux frontières, ce qui incitera les fournisseurs biométhane à importer du biométhane de l'étranger plutôt que de s'appuyer sur une production de biométhane locale !

Enfin, sur les autres voies de développement des gaz renouvelables et notamment la pyrogazéification et la gazéification hydrothermale pour lesquelles des unités industrielles devraient voir le jour dès 2023, il nous semble également nécessaire que les GRT puissent disposer des moyens complémentaires, notamment humains pour instruire efficacement mais sereinement, ce qui s'apparente dès aujourd'hui aux filières d'avenir de traitement de nos déchets en France.

Question 10 : Avez-vous des remarques concernant les souscriptions prévisionnelles de GRT gaz et Teréga pour la période 2020-2023 ?

Question 11 : Avez-vous des remarques concernant les grands principes tarifaires et la méthode que la CRE envisage de retenir pour le tarif ATRT7 ?

Question 12 : Êtes-vous favorable aux niveaux de rabais envisagés par la CRE pour les capacités interruptibles aux PIT 5 ?

Question 13 : Êtes-vous favorable à la suppression de l'IAPC et à la réduction, voire la mise à zéro, du terme tarifaire de livraison pour les sites fortement modulés ?

Question 14 : Êtes-vous favorable à l'adaptation de la formule de calcul de la modulation hivernale pour les clients « à souscription » envisagée par la CRE à compter du 1er avril 2020 ?